

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
TRAVAUX D'ELAGAGE PAR SMDA
Route de Pontoise
Du 1^{er} au 3 avril 2026**

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Considérant de l'entreprise SMDA, pour des travaux d'élagage Route de Pontoise à VAUX-SUR-SEINE ;

Considérant que ces travaux nécessitent certaines restrictions temporaires de stationnement et/ou de circulation ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Du 1^{er} au 3 avril 2026, entre 09h00 et 16h00, Route de Pontoise à Vaux-sur-Seine (78740), l'entreprise SMDA aura l'autorisation d'intervenir pour procéder à l'élagage de dix arbres et les restrictions suivantes seront appliquées :

- En cas d'empiètement sur la chaussée, une déviation ou un alternat de la circulation sera instauré à l'aide de feux tricolores de chantier ou d'homme(s) trafic ;
- La vitesse sera limitée à 30 km/h, 50 mètres en amont et en aval du lieu d'intervention ;
- Seuls les véhicules de la Société SMDA seront autorisés à occuper le domaine public sur le lieu d'intervention ;

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise aura la charge de la mise en place de la signalisation nécessaire du chantier. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation qui devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement, sont celles édictées par l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, modifié notamment par l'Arrêté du 6 Juin 1977 et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie – approuvée par l'Arrêté du 6 Novembre 1992.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- L'entreprise SMDA, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après transmission aux services de l'état, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 26 mars 2026

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

